

---

## [Sierra Leone : les compagnies de palmier à huile violent les droits fonciers des communautés locales](#)

Le district de Pujehun, situé dans le sud-est de la Sierra Leone, a été sévèrement affecté par la guerre civile qui s'est terminée en 2002. Aujourd'hui, ce district fait partie des régions où le gouvernement tente d'attirer les investissements étrangers pour installer des plantations industrielles de palmiers à huile.

Deux sociétés – Socfin Agricultural Company Sierra Leone et Siva Group/Biopalm Star Oil – ont à elles deux acquis les droits d'exploiter une zone de près de 90 000 hectares s'étalant sur cinq des chefferies du district. Socfin, la filiale locale d'une entreprise luxembourgeoise contrôlée par le groupe Bolloré, a pris un bail de 50 ans sur 6 500 hectares de bonnes terres agricoles dans la chefferie de Malen.

Ce cas d'accapement a provoqué des tensions avec les paysans de la région. Ils déplorent qu'il n'y ait eu aucune consultation pour permettre aux membres de la communauté de comprendre la transaction avant qu'on ne leur demande de signer les documents.

Les membres de la communauté sont fermement résolus à se battre contre l'acquisition forcée de leurs terres. Frank Williams, de Green Scenery, une ONG qui a mené une mission d'investigation dans le district de Pujehun, raconte l'histoire de Safiya Vandi qui a refusé d'accepter que sa terre, vendue sans son consentement, ne soit détruite pour laisser la place à une grande plantation de palmiers à huile. [http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/201105\\_Socfin\\_Pujehun\\_report%20EDITED.pdf](http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/201105_Socfin_Pujehun_report%20EDITED.pdf)

« Avec courage et détermination, cette femme s'est placée devant le bulldozer pour les empêcher de défricher sa terre, » raconte Williams. « Et son intervention a arrêté le travail ce jour-là. Des cas comme ça risquent de se reproduire fréquemment, parce que les membres de la communauté n'arrivent pas à faire entendre leurs griefs. »

En décembre 2012, 101 membres de familles du district propriétaires de leurs terres avaient écrit à la Commission des Droits humains de Sierra Leone pour se plaindre de l'absence de consultation, de la destruction de leurs récoltes et de leurs terres et de constant harcèlement de la part du chef suprême du district, de la police et du personnel de Socfin. [http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Malen\\_Land\\_Owners\\_Association\\_Statement.pdf](http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Malen_Land_Owners_Association_Statement.pdf)

La réponse de Socfin a été de déposer plainte pour diffamation contre Green Scenery. Puis, en octobre 2013, indique Williams, la société a accusé plusieurs membres de la communauté d'avoir détruit des palmiers lui appartenant.

<http://farmlandgrab.org/post/view/22145>, <http://farmlandgrab.org/post/view/22735>

« Six personnes ont été arrêtées, » dit Williams. « Les plaintes déposées contre elles : un, incitation à la violence, deux, complot, et trois, destruction de biens appartenant à la société. Telles sont les charges portées contre les six personnes arrêtées par Socfin. »

---

« En fin de compte, explique Williams, « si le gouvernement n'intervient pas à temps pour régler toutes ces questions une bonne fois pour toutes, nous craignons fort que ne surgissent de nouveaux conflits impliquant la même communauté. »

« En effet les gens de cette communauté souffrent actuellement de la faim. Ils n'ont pas assez de terres à cultiver. Leurs terres leur ont été enlevées. Les emplois que la société leur a proposés... leur rapportent moins de 50 dollars par mois. [...] Tout ça, ce sont des problèmes pour la communauté. Et on imagine très bien les conflits à venir si le gouvernement ne réagit pas immédiatement pour trouver des solutions. »

GRAIN, <http://www.grain.org/>